

9

Commission paritaire pour le secteur socio-culturel
Convention collective de travail du 13 décembre 2002

Mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur socio-culturel et organisation du Fonds Social Maribel social du secteur socio-culturel des Communautés française et germanophone

Article 1er.

La présente convention collective de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et de l'Arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

Les dispositions de la présente convention collective de travail sont également d'application pour les groupements d'employeurs comme prévu aux articles 3 et 15 de la présente convention collective de travail.

Article 2.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des associations ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel et qui ne sont pas des organisations de coopération au développement ou d'éducation au développement et qui satisfont à une des conditions suivantes :

- être une association dont le siège social est situé en Région wallonne;
- être une association dont le siège social est situé dans la région de Bruxelles capitale et s'être inscrite auprès de l'Office national de Sécurité sociale dans le rôle linguistique francophone.

Par « travailleurs », on entend le personnel ouvrier et employé tant masculin que féminin.

Article 3.

Par « l'Arrêté royal », on entend l'Arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

Par « groupement d'employeurs », on entend les groupements d'organisations qui concluent ou ont conclu un accord pour bénéficier ensemble des avantages des réductions du Maribel social.

Par « Fonds social », on entend le « Fonds Social Maribel social du secteur socio-culturel des Communautés française et germanophone ».

Article 4.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal, le travailleur qui, par trimestre, travaille pendant au moins 50 % du nombre d'heures ou de jours de travail prévus dans le secteur ou dans l'association pour un emploi à temps plein donne droit à une réduction des cotisations patronales.

Article 5.

Les parties conviennent de confier la perception des réductions de cotisation à l'Office National de Sécurité Sociale (ONSS).

Le produit des réductions de cotisation perçu par l'ONSS provient des employeurs qui dépendent du Fonds Social Maribel social fédéral du secteur socio-culturel telles que décrites à l'article 2.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR. N°
21-01-2003	28 III 03	65814100 329

Article 6.

Les employeurs s'engagent à affecter intégralement les réductions de cotisations visées à l'article 2 de l'Arrêté Royal au financement d'emplois supplémentaires.

Article 7.

S'il se voit obligé de réduire le volume de l'emploi, un employeur ne peut être exclu du bénéfice des avantages du Maribel social, à condition

- qu'il déclare au préalable, par lettre recommandée, la réduction du volume de l'emploi au Fonds social, en indiquant la réduction que subit le volume de l'emploi exprimé en équivalents temps plein en application de la réduction proposée pendant une année civile complète;
- que le Fonds social approuve la proposition de réduction du volume de l'emploi sur base de critères objectifs qu'il a établis et par décision motivée.

Article 8.

En application de l'article 8 §2 c) et f) de l'Arrêté royal, chaque employeur ou groupement d'employeurs qui bénéficie d'une intervention financière du Fonds social doit fournir chaque année, pour le 31 janvier de l'année suivante au plus tard, un rapport détaillé au « Fonds social ».

Le non-respect de ces dispositions donnera lieu à des sanctions, déterminées par le Fonds.

Article 9.

Ce rapport doit reprendre au moins les éléments suivants : le nombre total d'emplois exprimé en travailleurs et en heures de travail pour la période de référence et la période concernée; la liste nominative des travailleurs engagés grâce à l'intervention financière du Fonds avec le régime de travail, leur fonction et leur barème, l'échelon dans la grille barémique, le plafond de leur rémunération, le cofinancement éventuel.

Si nécessaire, le « Fonds social » peut demander des informations complémentaires.

Un modèle de rapport sera élaboré par le « Fonds social ».

Article 10.

Le dit rapport devra être accompagné de la preuve qu'il a été discuté et s'il a reçu ou non l'accord du Conseil d'entreprise, ou à défaut, de la délégation syndicale ou à défaut d'au moins deux représentants régionaux ou nationaux des organisations syndicales qui siègent à la commission paritaire.

Faute d'accord intervenu dans les 15 jours qui suivent la notification du rapport par l'employeur aux représentants des travailleurs, la partie la plus diligente peut transmettre le rapport au « Fonds social » qui tranchera.

Article 11.

Le « Fonds social » envoie les documents suivants pour le 30 juin de chaque année civile, au fonctionnaire dirigeant du Ministère de l'Emploi et du Travail:

1. la liste des employeurs qui ont bénéficié pendant toute l'année civile précédente d'une intervention financière du fonds Maribel social;
2. la liste des employeurs qui, en application de l'article 14, ont pu réduire le volume de l'emploi de leurs travailleurs auxquels le présent arrêté est applicable, pendant l'année civile précédant l'année civile au cours de laquelle la liste a été fournie, en indiquant par employeur les informations que l'employeur a communiquées au fonds Maribel social en application de l'article 14, alinéa 1er, 1°.

Article 12

L'employeur a l'obligation de transmettre sans délai au Fonds social les renseignements utiles et notamment les contrats des travailleurs, la rupture du contrat de travail, les remplacements, les prises en charge par la mutuelle, les modifications de groupement ou tout élément susceptible de modifier la subvention.

Le non-respect de ces dispositions donnera lieu à des sanctions, déterminées par le Fonds.

Article 13.

Sauf décision du « Fonds social » de réduire le délai, les nouveaux engagements et l'augmentation du volume global de l'emploi sont réalisés dans les six mois qui suivent la notification de l'acceptation de la demande d'octroi d'une intervention financière, comme prévu à l'article 18 de l'Arrêté Royal, sauf dérogation demandée par écrit au Fonds social.

Article 14.

Le Fonds social détermine les critères à prendre en compte pour l'approbation des demandes d'octroi d'une intervention financière.

Le Fonds social fixe le plafond de ses interventions.

Le Fonds social ne peut attribuer une intervention annuelle, pour les emplois attribués en fonction de l'Arrêté Royal, qui dépasse le coût salarial réel du travailleur plafonné à 64 937,84 €, par équivalent temps plein.

Le Fonds social peut attribuer, pour les travailleurs engagés en fonction de l'Arrêté Royal du 5 février 1997 et dont la rémunération, pour le travailleur concerné, en fin de carrière dépassera le plafond de 64 937,82 €, une intervention annuelle, qui correspond au coût salarial réel du travailleur plafonné à 3 1 532€, par équivalent temps plein.

L'intervention du fonds sectoriel est limitée aux prestations rémunérées, effectives ou y assimilées.

20/3/97

Les plafonds peuvent être indexés, par décision du comité de gestion, suivant les règles prévues par la Convention Collective de Travail du 11 septembre 1997 conclue au sein de la Commission Paritaire pour le secteur socio-culturel. Le pivot, le 1^{er} janvier 2003, est 109,46 (base 1996).

N.1

Il faut entendre par « coût salarial » : la rémunération brute du travailleur, majorée des cotisations patronales de sécurité sociale. La rémunération brute comprend la rémunération ainsi que l'ensemble des indemnités et avantages dus au travailleur par ou en vertu de dispositions légales ou réglementaires ainsi que les indemnités et avantages dus en vertu de conventions collectives de travail conclues au sein de l'organe paritaire dont relève l'employeur.

Article 15.

Les employeurs ou groupements d'employeurs qui ont l'intention de réaliser un effort supplémentaire en matière d'emploi en exécution de la présente convention collective de travail doivent introduire une demande d'octroi d'une intervention financière adressée au Fonds social par lettre recommandée à la poste.

4

Cette demande d'octroi d'une intervention financière est établie et signée par l'employeur et devra contenir au moins une description détaillée des engagements de création d'emplois prévus par celui-ci.

Le modèle d'acte de candidature ainsi que la liste des documents à y joindre, est fixé par le Fonds social.

Article 16.

Une copie de la demande d'octroi d'une intervention financière est communiquée préalablement pour information et consultation au Conseil d'entreprise, ou par défaut à la délégation syndicale, ou par défaut aux travailleurs.

Les représentants des travailleurs ou les travailleurs disposent d'un délai de 15 jours à dater de la notification de la demande d'octroi d'une intervention financière pour communiquer des remarques par écrit à l'employeur. Les remarques éventuelles sont jointes à celle-ci.

Article 17

La ~~Les~~ Convention ~~Collective~~ de Travail du 5 juin 1998 « Mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur socio-culturel », ~~conclue~~ au sein de la Commission Paritaire pour le secteur socio-culturel ~~sont~~ ^{est} abrogées et remplacées par la présente Convention Collective de Travail.

Article 18

Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel.

Paritair comité voor de socio-culturele sector

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2002

Maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de socio-culturele sector en organisatie van het "Fonds Social Maribel social du secteur socio-culturel des Communautés française et germanophone".

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en van het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst zijn eveneens van toepassing op de groeperingen van werkgevers zoals bepaald in de artikels 3 en 15 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 2.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de verenigingen die ressorteren onder het paritair comité voor de socio-culturele sector, die geen organisaties voor ontwikkelingssamenwerking of ontwikkelingsopleiding zijn en die aan één van de volgende voorwaarden voldoen :

- een vereniging zijn waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in het Waalse Gewest;
- een vereniging zijn waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die ingeschreven is bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid op de Franse taalrol.

Onder "werknemers" verstaat men de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden.

Artikel 3.

Onder "het Koninklijk Besluit" verstaat men het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

Onder "groepering van werkgevers" verstaat men de groeperingen van organisaties die een akkoord sluiten of hebben gesloten om samen de voordelen te genieten van de verminderingen van de sociale Maribel.

Onder "Sociaal Fonds" verstaat men het "Fonds Social Maribel social du secteur socio-culturel des Communautés française et germanophone"

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR. ENREGISTR.	NR.
21-01-2003	28 III 03	N° 65814 / 50 / 329

Artikel 4.

Overeenkomstig het artikel 2 van het Koninklijk Besluit, geeft de werknemer die per kwartaal, van het aantal arbeidsuren of arbeidsdagen voorzien in de sector of in de vereniging voor een voltijdse betrekking, minstens 50 pct. presteert recht op een vermindering van de werkgeversbijdragen.

Artikel 5.

De partijen komen overeen de inning van de vermindering van de bijdragen toe te vertrouwen aan het Rijksinstituut voor Sociale Zekerheid (RSZ).

De door de RSZ geïnde opbrengst van de verminderingen van de werkgeversbijdragen komt van de in het artikel 2 vermelde werkgevers die ressorteren onder het federaal Sociaal Fonds Maribel van de socio-culturele sector.

Artikel 6.

De werkgevers gaan de verbintenis aan om de bijdrageverminderingen bedoeld in artikel 2 van het Koninklijk Besluit, integraal aan te wenden voor de financiering van bijkomende arbeidsplaatsen.

Artikel 7.

Een werkgever die zich genoodzaakt ziet om het arbeidsvolume te verminderen, kan niet worden uitgesloten van het genot van de Sociale Maribel voordelen, op voorwaarde dat

- hij vooraf per aangetekende brief de vermindering van het arbeidsvolume meldt aan het Sociaal Fonds, met opgave van de vermindering die het arbeidsvolume uitgedrukt in voltijdse equivalenten ondergaat bij toepassing van de voorgestelde vermindering over een volledig kalenderjaar;

- het Sociaal Fonds zijn instemming betuigt met het voorstel van vermindering van het arbeidsvolume op basis van vooraf vastgestelde objectieve criteria en bij gemotiveerde beslissing.

Artikel 8.

Bij toepassing van het artikel 8 §2 c) en f) van het Koninklijk Besluit, moet iedere werkgever of groepering van werkgevers die een financiële tussenkomst krijgt van het Sociaal Fonds, ieder jaar en ten laatste voor 31 januari van het volgende jaar, een uitvoerig verslag bezorgen aan het "Sociaal Fonds".

Het niet naleven van deze bepalingen zal aanleiding geven tot sancties, te bepalen door het Fonds.

Artikel 9.

Dit verslag moet ten minste de volgende elementen bevatten : het totaal aantal betrekkingen uitgedrukt in werknemers en in arbeidsuren voor de referentieperiode en voor de betreffende periode; de naamlijst van de werkgevers die dank zij de financiële tussenkomst van het Fonds in dienst werden genomen, met hun arbeidsstelsel, hun functie en loonschaal, hun rang op de salarisschaal, het plafond van hun loon en de eventuele cofinanciering.

Het "Sociaal Fonds" kan, indien nodig, bijkomende inlichtingen vragen.
Het "Sociaal Fonds" zal een modelverslag uitwerken.

Artikel 10.

Er zal moeten worden aangetoond dat over dit verslag werd beraadslaagd en tevens zal moeten worden vermeld of het al dan niet werd goedgekeurd door de ondernemingsraad of, bij gebrek hieraan, door de vakbondsafvaardiging of, bij gebrek hieraan, door ten minste twee gewestelijke of nationale vertegenwoordigers van de vakorganisaties die zitting hebben in het paritair comité.

Als er geen akkoord wordt bereikt binnen de 15 dagen die volgen op de betekening van het verslag door de werkgever aan de vertegenwoordigers van de werknemers, kan de meest gereede partij het verslag voorleggen aan het Sociaal Fonds dat een beslissing zal nemen.

Artikel 11.

Het "Sociaal Fonds" stuurt tegen 30 juni van elk kalenderjaar aan de leidend ambtenaar van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid volgende documenten op :

1. de lijst van de werkgevers die gedurende het volledig vorig kalenderjaar genoten hebben van een financiële tegemoetkoming van het Fonds Sociale Maribel ;
2. de lijst van de werkgevers die bij toepassing van artikel 14 het arbeidsvolume van hun werknemers die onder de toepassing vallen van dit besluit, hebben kunnen verminderen in de loop van het kalenderjaar voorafgaand aan het kalenderjaar waarin de lijst wordt opgeleverd, met opgave, per werkgever, van de informatie die de werkgever aan het Fonds Sociale Maribel verstrekt heeft bij toepassing van artikel 14, eerste lid, punt 1.

Artikel 12.

De werkgever is verplicht zonder verwijl de nuttige inlichtingen aan het Sociaal Fonds te bezorgen. Dit geldt met name voor de contracten van de werknemers, de verbreking van arbeidsovereenkomsten, de vervangingen, de tenlastenemingen door het ziekenfonds, de wijzigingen van de groeperingen of ieder ander élément dat kan leiden tot een wijziging van de subsidie.

Als deze bepalingen niet worden nageleefd, kan dit aanleiding geven tot sancties te bepalen door het Fonds.

Artikel 13.

Tenzij het "Sociaal Fonds" beslist de termijn te verkorten, moeten de nieuwe indienstnemeningen en de verhoging van het globaal tewerkstellingsvolume verwezenlijkt worden binnen de zes maanden die volgen op de betekening van de aanvaarding van de aanvraag tot toekenning van een financiële tussenkomst, zoals bepaald in artikel 18 van het Koninklijk Besluit, behalve wanneer er schriftelijk een afwijking wordt gevraagd aan het Sociaal Fonds.

Artikel 14.

Het Sociaal Fonds bepaalt de criteria waarmee rekening moet worden gehouden voor het goedkeuren van de aanvragen om toekenning van een financiële tussenkomst.

Het Sociaal Fonds bepaalt het plafond van zijn tussenkomsten.

De jaarlijkse tussenkomst van het Sociaal Fonds voor de betrekkingen toegekend krachtens het Koninklijk Besluit, mag de werkelijke loonkost van de werknemer, beperkt tot 64.937,84 € per voltijds equivalent, niet overschrijden.

De tussenkomst van het sectoraal fonds is beperkt tot de effectieve en ermee gelijkgestelde bezoldigde prestaties.

De plafonds kunnen, bij beslissing van het beheerscomité, geïndexeerd worden volgens de regels bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 september 1997, gesloten in het paritair comité voor de socio-culturele sector. De spilindex op 1 januari 2003 is 109,46 (basis 1996).

Onder "loonkost" wordt verstaan: het brutoloon van de werknemer verhoogd met de werkgeversbijdragen voor de Sociale Zekerheid. Het brutoloon omvat het loon alsook alle vergoedingen en voordelen die aan de werknemer verschuldigd zijn door of krachtens de wettelijke of réglementaire bepalingen alsook deze verschuldigd krachtens collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten binnen het paritair orgaan waaronder de werkgever ressorteert.

Artikel 15.

De werkgevers of groeperingen van werkgevers die de bedoeling hebben om, in uitvoering van deze collectieve arbeidsovereenkomst, een bijkomende inspanning te doen voor de tewerkstelling, moeten per aangetekende brief gericht aan het Sociaal Fonds een aanvraag doen om toekenning van een financiële tussenkomst.

Deze aanvraag om toekenning van een financiële tussenkomst moet worden opgesteld en ondertekend door de werknemer. Zij moet ten minste een precieze beschrijving bevatten van de voorziene indienstneming met het oog op het scheppen van nieuwe arbeidsplaatsen.

Het model van kandidaatstelling evenals de lijst van de documenten die er moeten worden aan toegevoegd, wordt opgesteld door het Sociaal Fonds.

Artikel 16.

Een kopie van de aanvraag om toekenning van een financiële tussenkomst wordt vooraf ter informatie en voor advies bezorgd aan de ondernemingsraad of, bij gebrek hieraan, aan de vakbondsafvaardiging of, bij gebrek hieraan, aan de werknemers.

De werknemers of hun vertegenwoordigers moeten hun opmerkingen binnen de 15 dagen na de betekening van de aanvraag om toekenning van een financiële tussenkomst schriftelijk mededelen aan de werkgever. De eventuele opmerkingen worden bij de aanvraag gevoegd.

Artikel 17.

De collectieve arbeidsovereenkomsten van 5 juni 1998 "maatregelenter bevordering van de tewerkstelling in de socio-culturele sector", gesloten in het paritair comité voor de socio-culturele sector, worden opgeheven en vervangen door deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Het sociaal fonds kan, voor de werknemers aangehouden in toepassing van het KB van 5 februari 1997, waarvan de uitvoering wordt betrouwen werknemer op het einde van de carrière het plafond van 64.937,82 € niet overschrijden, een maximaal kunnen komen tot een bedrag dat overeenkomt met de reële loonkost van de werknemer geplafonneerd op 31.532 €, voor een voltijds equivalent.

Artikel 18.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2003 en wordt gesloten voor onbepaalde tijd. Zij kan door elke partij worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend per aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de socio-culturele sector.